

# Info-Campus

## Conditions difficiles de la rentrée universitaire pour les personnels et les étudiants !

La fin de l'année universitaire et l'été 2008 ont été marqués par de nombreuses annonces du gouvernement affaiblissant le service public d'enseignement supérieur et de recherche. Les sujets d'inquiétude sont multiples :

La rentrée universitaire s'installe avec des charges de travail rognant un peu plus chaque année le temps que les enseignants-chercheurs et enseignants peuvent consacrer à leurs recherches, à des synthèses et des innovations dans les programmes de formation. Déjà, dans les établissements, se profile la situation inédite de suppressions d'emplois statutaires (- 900 au budget 2009 dans la logique actuelle du gouvernement) et s'organise l'embauche plus ou moins discrétionnaire d'un nombre grandissant de personnels précaires couvrant le large éventail des métiers du supérieur et de la recherche.



Du côté des étudiants, pas d'amélioration du pouvoir d'achat des bourses, des difficultés constantes en matière de logement et des cursus universitaires toujours aussi peu lisibles... Ces freins à la dynamique d'entrée et de réussite dans l'enseignement supérieur sont analysés dans

une récente étude de l'INSEE qui souligne en creux tous les progrès qu'il reste à accomplir pour une réelle démocratisation.

Surmonter les inégalités sociales, territoriales, et relever les défis scientifiques devraient être des objectifs



partagés. La politique gouvernementale y renonce. Par une spécialisation des établissements, leur hiérarchisation, via le plan campus, dans une concurrence appauvrissante, par le pilotage économique-politique direct du choix des priorités et de l'organisation de la recherche via les pôles de compétitivité, l'ANR, le crédit impôt-recherche..., le pouvoir casse le service public. Cet été, le plan campus et ses avatars visent à concentrer les financements de l'Etat sur un petit nombre d'établissements, de formations ; le volontarisme du ministère pour faire passer aux « compétences élargies » une vingtaine d'universités

(gestion globale du budget, recrutement de vacataires, etc.) s'est appuyé sur une utilisation pernicieuse du classement de Shanghai heureusement de plus en plus contesté au sein de la communauté universitaire. Le bouleversement de la formation des enseignants, associé à la masterisation, fait implorer le potentiel de formation des IUFM, remet en cause les contenus de formation professionnels et suscite une légitime colère au-delà du monde universitaire.

La communauté universitaire s'est forgée de réelles ambitions collectives et individuelles sur les fronts de l'avancée réfléchie, cohérente et collégiale des savoirs :

## *Il faut le faire entendre.*

De sérieuses menaces pèsent sur les obligations statutaires de service, sur les principes des rémunérations des enseignants du supérieur. Le ministère veut aller vite, sans entendre ni l'expérience, ni les revendications des collègues, pour transposer dans le cadre réglementaire les conclusions les plus régressives du rapport Schwartz. L'individualisation des conditions de recrutement, l'arbitraire dans ceux-ci, comme dans l'attribution des services et de primes conçues pour remettre globalement en cause toutes les grilles de salaires statutaires, sont des dangers imminents.

### **Menaces sur l'activité de recherche à l'Université**

Dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques et la Loi relative aux libertés et Responsabilités des Universités, le démantèlement du CNRS est aujourd'hui largement entamé. Les différents départements scientifiques sont sommés de se muter en Instituts indépendants les uns des autres. D'après les très récentes informations issues des réunions des Directeurs d'Unités au sujet de ces futurs instituts, voici ce qu'il ressort :

- \* *Création des instituts autour d'un «noyau de laboratoires stratégiques» = disparition de laboratoires (30 à 40 % prévu).*
- \* *Décision arbitraire du CNRS pour désigner les bons labos qui restent au CNRS et les mauvais qui vont éventuellement à l'université.*
- \* *«La fonction d'opérateur de recherche du CNRS va aller en diminuant» sic.*
- \* *Aucune concertation n'est envisagée entre le CNRS et les Universités.*
- \* *Mépris flagrant de l'activité de recherche universitaire.*

***Nous appelons tous les personnels à se mobiliser contre ces réformes et la façon dont elles sont mises en place.***

Contre la main-mise du gouvernement sur la recherche en la transformant toujours plus vers une recherche forcément appliquée, élitiste, militaire, privée servant le système capitaliste.

**Entrons dans la Résistance  
pour sauver une Recherche  
Libre Publique Civile Indépendante  
au service de Tous et Ouverte à Tous !**

#### **Pour l'Université de Bourgogne c'est :**

- \* Moins de moyens (le CNRS se désengage financièrement)
- \* La disparition interne des filières dites «non-rentables», adossées à des labos eux-mêmes jugés non-rentables.
- \* Un surcroît de charges pour les universités qui vont devoir prendre la gestion des UMR

**C'est la Disparition de champs entiers de la recherche à l'uB.**



#### **Archéologie**

L'Université de Bourgogne devait héberger prochainement le centre archéologique régional Bourgogne de l'INRAP (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) sur son campus et ainsi réaliser un naturel et bénéfique rapprochement entre les différents acteurs de l'archéologie.

La réforme du CNRS qui remet en cause la pluralité des tutelles des laboratoires (Ministère de la Culture, CNRS, Université, INRAP) et l'organisation pluridisciplinaire des laboratoires menacent l'existence des laboratoires d'archéologie. A Dijon c'est donc toute une discipline, constituant actuellement un pôle dynamique, qui se trouve en danger

## Les financements pour la recherche existent, à nous de nous les réappropriier :

- **Transfert des crédits militaires** : l'arrêt de la recherche militaire, qui, sous prétexte d'assurer notre « défense », ne sert qu'à accroître la domination des puissants, permettra de transférer les crédits de l'armée sur ceux de la recherche publique non mortifère.
- **Arrêt du crédit impôt recherche** : ce système qui vise à rembourser la moitié des frais de recherche des entreprises privées est scandaleux. Une fois encore c'est de l'argent public qui sert à garantir des intérêts privés (via les brevets déposés par ces entreprises).
- **Suppression des agences d'innovation** : les crédits énormes consentis à l'agence nationale de la recherche (ANR) représentent un autre cas de détournement de l'argent public vers des projets conformes aux exigences du monde industriel ou de soi-disant intérêts collectifs (nanotechnologie, neuroéconomie, pharmacologie...) au détriment de pans entiers de la connaissance (notamment sciences sociales).

### Quel avenir pour les jeunes? Emploi précaire et chômage, salaire précaire, conditions de travail dégradées



- Une grande majorité des étudiants doit travailler pendant les études.
- Les emplois de fonctionnaires sont en diminution significative chaque année, notamment dans l'Education nationale, l'enseignement supérieur et la Recherche.
- Les redéploiements avec les regroupements d'établissements, de laboratoires, de services s'accompagneront de suppressions d'emplois et d'une nouvelle dégradation des conditions de travail.
- La loi sur la mobilité imposée permet de licencier, à terme, les fonctionnaires.
- La politique d'emploi de CDD ou CDI à la place d'emplois stables de fonctionnaires est en route, avec le recours à des sociétés privées d'interim.
- L'individualisation des carrières et des salaires se met en place avec une évaluation renforçant l'autoritarisme, le clientélisme et mettant en concurrence les individus, au détriment du service public et détruisant les droits collectifs des salariés.

**N**OUS APPELONS PERSONNELS ET ÉTUDIANTS à débattre de la mise en œuvre d'un plan cohérent d'actions associant tous les personnels tant dans les instances universitaires locales et nationales que dans des mobilisations originales et significatives.

**L**'idée d'un recours à un moratoire dans la transmission des rapports et expertises d'évaluation de la recherche, se prolongeant début octobre par une grève administrative sur l'ensemble de nos missions, puis, si le gouvernement refuse de nous entendre, sur une conséquente période de grève, doit faire son chemin.

## La RGPP c'est la Réduction Globale de la Fonction Publique

La « Révision Générale des Politiques Publiques » a pour objectif essentielle la **réduction** des coûts et la **disparition** des services publics autres que les fonctions régaliennes (police, justice, armée).

C'est dans ce cadre que :

- sont programmées **160 000 suppressions d'emplois** sur 4 ans (30 à 32 000 en 2009 dont **13 500 dans l'Education nationale** et **900 dans l'enseignement supérieur et la Recherche**).

- disparaît la notion d'emplois par corps : les crédits de rémunérations sont globalisés, liés à des « *Equivalents Temps Plein* » et non pas rattachés à des corps de la Fonction publique ce qui, en plafonnant les dépenses, est un moyen de réduire la masse salariale.

- qu'est mis en avant par exemple le « *partenariat public-privé* », avec notamment le transfert à des sociétés privées des constructions et de l'entretien des bâtiments nécessaires aux services publics, l'Etat et les collectivités leur versant des loyers rémunérateurs, avec un engagement sur 20 à 30 ans.

### *Quelques chiffres :*

- de 2004 à 2008 : **4 000** suppressions d'emplois de personnels administratifs.

- 2009 : **13 500** suppressions d'emplois dans l'Education nationale et 900 dans l'enseignement supérieur et la Recherche. Rappelons que **11 200** emplois ont été supprimés dans l'Education nationale pour cette rentrée 2008, dont 293 dans l'académie de Dijon.

## **Individualisation des carrières et des salaires : tous perdants !**

*De 2000 à fin 2008, notre salaire aura perdu 10%*

Les seules réponses gouvernementales sont :

- l'individualisation des salaires et des primes « au mérite ». Le salaire « trinôme » comporte la rémunération de base (indiciaire) de plus en plus réduite en proportion des deux autres parts, la rémunération liée au poste de travail, la rémunération personnelle liée soit disant mérite.

- +0,5% par an pour les 3 prochaines années et 0,3% supplémentaires en 2009.

- la GIPA (*garantie individuelle du pouvoir d'achat*) qui n'a rien d'un rattrapage du pouvoir d'achat mais une compensation pour les agents dont le salaire est bloqué (par exemple à l'indice maximum d'un grade) depuis 4 ans.

Dans ces conditions une minorité peut s'en sortir à court terme, sans aucune garantie à plus long terme. La majorité va se retrouver avec un salaire de base réduit, un allongement du temps de travail pour essayer de s'en sortir sans aucune garantie d'évolution.

A l'université déjà, avec des conditions de travail dégradées pour toutes les catégories soumises à un autoritarisme renforcé et à des moyens qui se réduisent, le stress et les dépressions se développent.

***IL EST TEMPS DE REAGIR  
COLLECTIVEMENT !***